



SCIENCE

DÉSACTIVER LES ALERTES D'URGENCE SANS FIL : COMMENT EXPLIQUER CETTE DEMARCHE VOLONTAIRE, ET COMMENT Y REMÉDIER ?

Johnny Douvinet, professeur des universités en géographie, Avignon Université, UMR ESPACE 7300 CNRS

Lauren Cain, post-doctorante en communication, Avignon Université

Claire Jaffrezic, doctorante en géographie, Centre national de la recherche scientifique (CNRS), UMR ESPACE 7300 CNRS, Avignon

Si des individus considèrent qu'ils reçoivent trop d'alertes, pour trop d'événements, avec des informations incomplètes, ou qui ne les concernent pas, ils peuvent finir par se lasser, et finir par désactiver les alertes d'urgence sans fil, pourtant activées par défaut. Ces alertes sont toutefois bénéfiques, car elles peuvent sauver des vies. Dès lors, quels sont les facteurs qui peuvent inciter à la désactivation, et quelles stratégies mettre en œuvre pour y remédier ?

UNE PROLIFÉRATION D'ALERTE D'URGENCE SANS FIL

Le nombre de pays où il est possible d'envoyer des alertes d'urgence sans fil sur les téléphones portables a connu une très forte expansion au cours de la dernière décennie : on est passé de 2 en 2011 (USA et Japon) à 10 en 2014, 17 en 2017, 34 en 2021, 43 en 2024, et on en compte 64 au 1^{er} février 2026. Cette augmentation est liée à divers facteurs, en

particulier des choix politiques, des budgets conséquents et/ou des réponses institutionnelles à des événements dramatiques majeurs. Deux exemples : le système IPAWS (Integrated Public Alert & Warning System) a été déployé aux États-Unis à partir de 2006, suite au passage de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans en 2005 ; l'Allemagne a décidé d'ajouter la diffusion cellulaire suite aux dramatiques inondations de 2021 (138 victimes), pour venir compléter les alertes diffusées via deux applications mobiles. L'initiative Early Warning for All (EW4All, 2022-2027), pilotée par l'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) et le Bureau des Nations-Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), a aussi permis d'aider la plupart des pays en voie de développement à réfléchir à la mise en place des systèmes interopérables autour du Common Alerting Protocol (ETSI, 2023). Fin 2027, plus de la moitié des pays pourraient ainsi alerter la

population présente dans une zone de danger via ces alertes sans fil.

Eu égard à la prévalence d'un certain nombre de menaces (relevant de la sécurité publique) ou de dangers (relevant des acteurs de la sécurité civile), le nombre d'alertes envoyées sur les téléphones portables est aussi devenu considérable. Il suffit de prendre quelques chiffres pour s'en convaincre. Aux États-Unis, le système Wireless Emergency Alert (WEA) a été activé plus de 96 000 fois entre 2012 et 2025 (Federal Communications Commission [FCC], 2025), ce qui donne 20,3 activations en moyenne par jour. Au Brésil, plus de 73 000 activations ont été recensées en 6 ans, entre 2018 et 2023 (da Fonseca & da Silva, 2025), soit 40 alertes envoyées par jour en moyenne. À l'échelle des 27 pays de l'Union européenne, on recense 9 100 activations entre 2023 et 2024 (soit 17 activations en moyenne par jour ; EENA, 2025), avec par exemple 7 158 activations en Roumanie (dont 85 % pour indiquer la présence

d'ours), 1 490 en Allemagne, 125 aux Pays-Bas ou 59 en France.

Dans ce contexte, tout individu peut désormais recevoir de multiples alertes d'urgence sans fil sur son propre téléphone portable, pour des événements que les autorités ou les services compétents considèrent dangereux pour les biens et les vies humaines. Pour promouvoir ces systèmes, des slogans emblématiques ont été trouvés (« Votre téléphone peut vous sauver la vie » ; « Vous avez une sirène dans la poche »). Ils illustrent l'ampleur de l'objectif visé : il s'agit d'alerter les individus là où ils se situent en temps réel, dans une zone où un danger survient, tout en associant un signal d'alerte à des informations décrivant la nature du phénomène en jeu, sa temporalité, sa localisation et les consignes à appliquer pour y faire face.

DES OPTIONS ACTIVÉES PAR DÉFAUT

La réception des alertes d'urgences sans fil présuppose de ne pas avoir désactivé les options, qui par défaut sont cochées. Chaque individu peut d'ailleurs aller dans les paramètres de son téléphone pour vérifier s'il peut recevoir ou non ces alertes (figure 1).

La nomenclature et la désignation des niveaux d'alerte dépendent des systèmes déployés, et elles varient également selon les choix retenus dans chacun des pays. À titre d'illustration (figure 1), en France, chaque individu peut recevoir des « Alertes extrêmes » (niveau 2, lié à un son strident), des « Alertes graves » (niveau 3, avec un son défini par chaque utilisateur), des « Avertissements » (niveau 4, sans aucun son), mais également les « Alertes Enlèvement » (dont l'activation dépend de la Chancellerie et du ministère de la Justice), les « Alertes d'exercices » (destinées à sensibiliser la population sur l'existence du dispositif et qui font aussi sonner les téléphones, même en mode silencieux ou en vibreur), et les « Alertes de test » (ce canal étant réservé aux tests techniques). Le niveau 1 (non présenté ici) n'est pas désactivable : il correspond à un canal destiné à la présidence de la République, qui a donc la possibilité de communiquer directement avec la population.

UNE DÉSACTIVATION QUI PEUT DEVENIR PROBLÉMATIQUE

Malgré la nécessité absolue de laisser activer ces options d'alertes, des individus peuvent finir par les désactiver. À ce jour, rares sont encore les études à

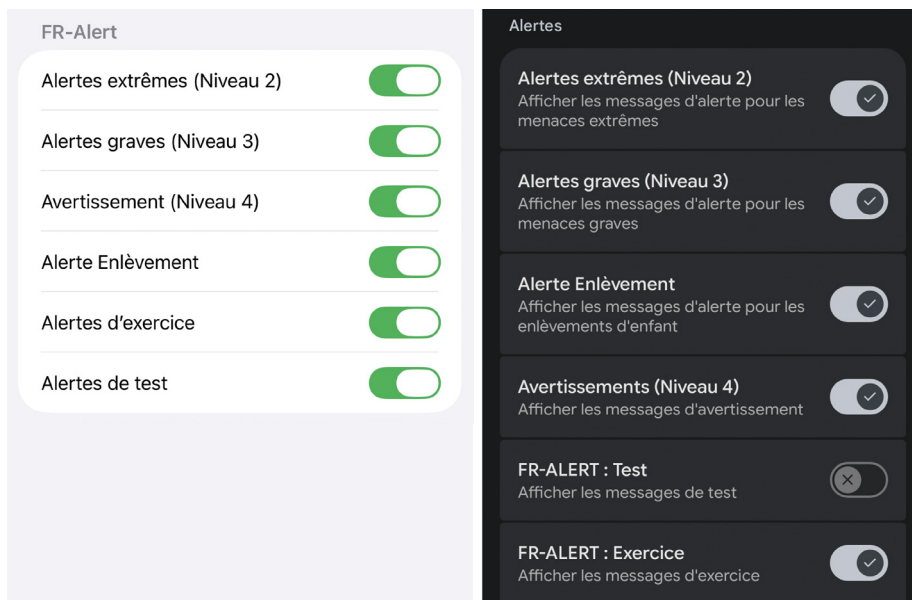


Figure 1. Options pour les alertes d'urgences sans fil sur Android ou sur iPhone (Copyright, 2026)

pouvoir quantifier l'ampleur de ce phénomène. À notre connaissance, seule une étude a été conduite sur ce sujet aux États-Unis, elle a permis de quantifier la part des individus qui ont désactivé les alertes par le système WEA (Wireless Emergency Alerts), mis en place depuis 2012. Les résultats de l'étude, publiée en 2024, sont « édifiants » (Parker et al., 2024) : 17 % des 80 171 répondants (soit 1 adulte sur 6) déclarent avoir décoché volontairement les alertes. Si ce taux pondéré apparaît inférieur à 5 % dans six États, il atteint près de 30 % (29,5 %) au Texas, et varie entre 21 % et 24 % dans cinq autres États (figure 2). L'étude souligne

également une corrélation positive avec le nombre d'alertes enlèvement, qui atteint 22,2 % au Texas, ou 16,6 % dans l'État de Géorgie, sans pour autant certifier que la relation soit toujours systématique.

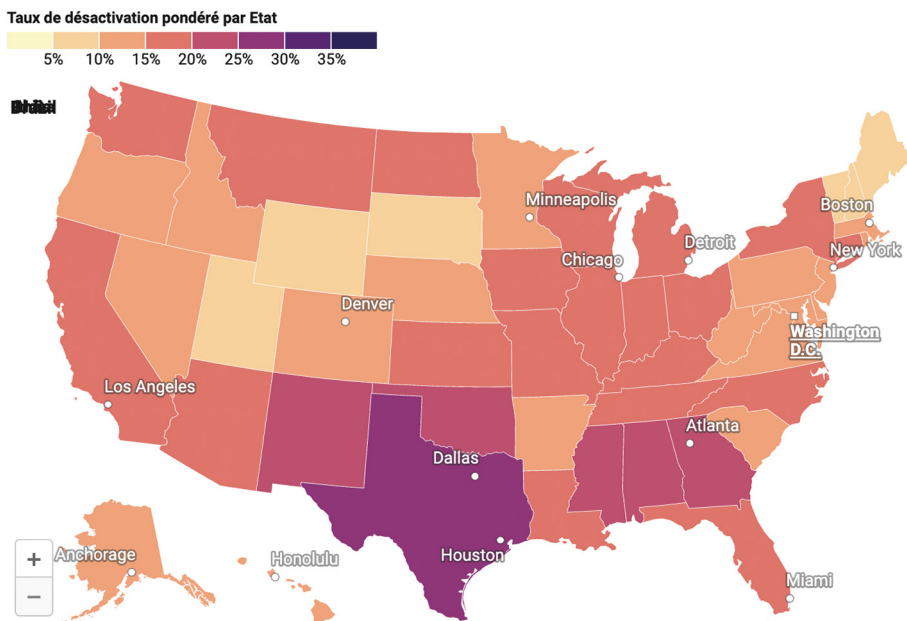
DES CAUSES DE DÉSACTIVATION MULTIPLES

Les causes pouvant expliquer la désactivation des alertes sont en fait très nombreuses (Sutton & Woods, 2025). Un individu peut être incité à décocher les options à cause :

- 1 D'un trop grand nombre d'alertes, que certains considèrent comme le résultat d'une utilisation

Cartographie du taux de désactivation aux alertes d'urgence sans fil diffusées par le système WEA aux États-Unis (2024)

Résultats issus d'une enquête nationale menée à une échelle large, lors d'un test organisé le 4 octobre 2023, et réalisée pour Homeland Security Operational Analysis Center (HSOAC)



Enquête disponible ici : https://www.rand.org/pubs/research_reports/RRA2451-1.html

Figure 2. Moyenne du taux de désactivations déclarées par les individus par rapport au système WEA, mis en place aux États-Unis depuis 2012 (d'après Parker et al., 2024)

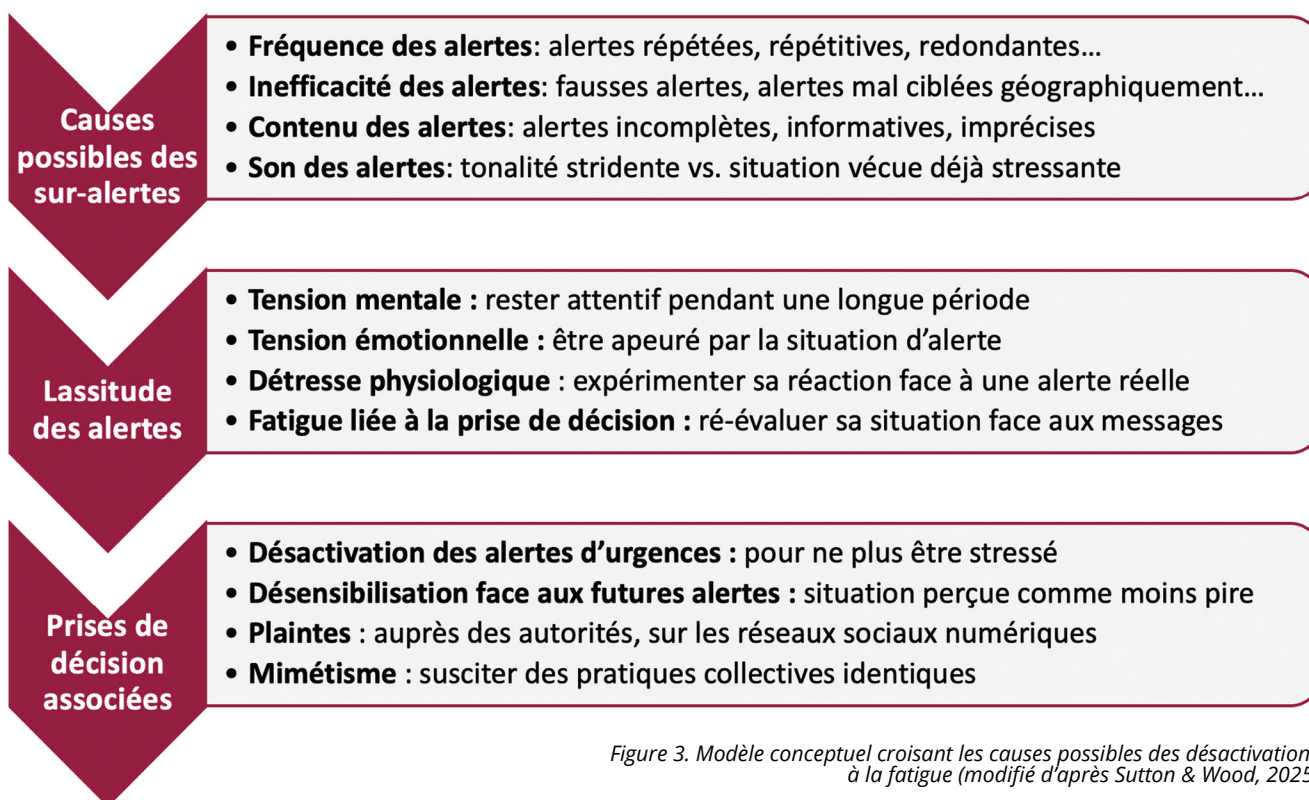


Figure 3. Modèle conceptuel croisant les causes possibles des désactivations à la fatigue (modifié d'après Sutton & Wood, 2025)

« abusive » du dispositif par les pouvoirs publics ;

- ② D'un nombre trop élevé d'événements couverts, ou considérés comme non urgents (à titre d'exemple, certains se sont questionnés sur l'alerte diffusée à Antibes le 24 septembre 2025, face à une recrudescence des cas de Chikungunya, alors que cette situation entre dans la liste des cas d'usages retenus en 2021 pour FR-Alert) ;
- ③ Des « fausses alertes », qui peuvent se produire (Trainor et al., 2015) : 1) lorsqu'un événement n'évolue pas comme prévu ; 2) lorsqu'une alerte est envoyée de façon accidentelle (comme ce fut le cas le 13 janvier 2018 à Hawaï, par exemple, avec une alerte annonçant un missile balistique, qui aura été démentie au bout de 40 minutes ; DeYoung et al., 2019) ; 3) quand un problème technique perdure (autrement dit, si des alertes sont reçues un voire plusieurs jours après leur diffusion initiale □ lors du passage de la tempête Gorette, le 16 janvier 2026, des réseaux de citoyens se sont par exemple organisés pour se passer des astuces permettant de bloquer les notifications, certaines étant reçues avec le son strident durant la nuit ;

- ④ De contenus incomplets : un message d'alerte peu clair, peu compréhensible, ayant recours à des mots techniques ou des négations (donc dérogeant à un grand nombre de recommandations scientifiques ; Douvinet et al., 2023), crée chez les individus de la confusion, et diminue la confiance envers l'émetteur (Olson et al., 2025) ;
- ⑤ Des suralertes liées aux effets de bord : en l'absence de géofencing et d'une précision importante dans la géolocalisation des téléphones (Bopp et al., 2024), les systèmes peuvent envoyer des alertes en dehors de la zone définie par les acteurs compétents, et donc arriver sur des téléphones d'individus non concernés (à titre d'exemple, une notification a été reçue à 20 km du littoral méditerranéen, lors d'un l'exercice tsunami organisé le 19 janvier 2024) ;
- ⑥ Du son strident associé à certaines alertes, qui renvoie au fait que le son est effrayant alors que la situation vécue par les populations l'est déjà (Bopp & Douvinet, 2025).

Les alertes tardives (diffusées trop tardivement par rapport à la présence du danger, comme lors des inondations à Valence le 29 octobre

2024 par exemple ; Douvinet et al., 2025) ou au contraire précoces, ainsi que les alertes d'exercices, viennent potentiellement s'ajouter aux autres types d'alertes, mais leur influence sur la désactivation est à ce jour non avérée.

LA LASSITUDE : UN FACTEUR CONDUISANT AU PASSAGE À L'ACTE

Pour aller plus loin, et notamment pour identifier les facteurs qui contribuent à la perception d'une alerte « excessive », Sutton et Wood (2025) ont conduit des entretiens auprès de 122 responsables de services d'urgence et 2 024 individus (via une enquête en ligne). Grâce aux résultats obtenus, ils ont pu mettre en avant quatre facteurs influençant l'émergence d'une lassitude croissante : 1) une tension mentale, résultant du fait d'être « en état d'alerte » et de devoir rester attentif pendant une longue période ; 2) une tension émotionnelle, liée à la peur provoquée par les alertes ; 3) une détresse physiologique, aussi résultante de la peur ; et 4) une fatigue liée à la prise de décision, qui consiste à évaluer en continu les mesures à prendre par rapport aux alertes répétitives (Sutton & Wood, 2025). Ces quatre facteurs incitent aussi les répondants à exprimer des plaintes vis-à-vis des autorités, et

ces individus ont tendance à devenir insensibles aux futures alertes.

COMMENT LIMITER LES DÉSACTIVATIONS ?

L'une des solutions est évidemment de réduire le nombre de causes possibles : expliquer et communiquer sur l'origine des « fausses alertes » ; réduire les « faux positifs » (en associant ici les alertes excessives ou répétitives) ; restreindre l'usage du son (pour les événements graves, en début d'évènement seulement). Il faudrait aussi évaluer les bénéfices des alertes, pour voir si la situation aurait été pire sans alerte. Après la diffusion des alertes d'urgences, un grand nombre d'acteurs se focalisent sur des aspects techniques (le nombre de personnes ayant reçu des messages, les problèmes techniques éventuels...), alors que l'efficacité de ces alertes se mesure également sur le plan humain (le nombre de personnes ayant appliqué les consignes), opérationnel (évaluer la plus-value apportée à la gestion d'un évènement), ou sur le plan communicationnel, économique, social.... Publiciser ces éléments pourrait accroître la confiance envers la solution et l'émetteur.

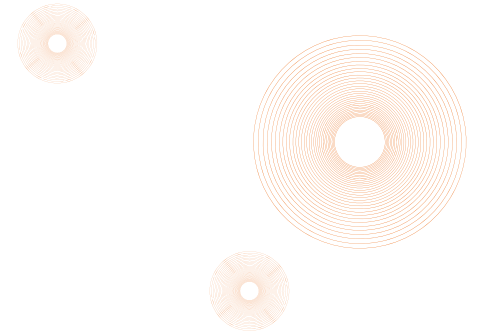
L'un des autres enjeux est de travailler sur le contenu des messages. Une étude menée sur

les 6 080 alertes diffusées par le WEA, entre 2012 et 2022 (Olson et al., 2024), montre que seulement 8,5 % des 6 080 messages incluent les cinq invariants attendus (émetteur, nature du danger et ses conséquences, localisation, temporalité et consignes), ce chiffre étant proche d'autres travaux menés lors de la pandémie du COVID-19 (Bean et al., 2022) ou durant les feux de forêt (Kuligowski et al., 2023).

CONCLUSION

Ce court article fait un rapide état de l'art sur les causes et les façons de remédier au fait que des individus désactivent les alertes d'urgence sans fil. Difficile à quantifier, ce phénomène est toutefois bien réel, et il est le fruit de plusieurs causes (trop d'alertes, pas assez de clarté dans le contenu, trop d'évènements couverts...). Dans le contexte actuel, il faut donc accepter que l'efficacité des « vraies alertes » (une alerte associée à un danger réel) soit entachée par d'autres alertes, dont l'inutilité est évaluée a posteriori, mais qui, de façon cumulée, peut lasser les individus, et les inciter à désactiver les options activées par défaut. Cet article identifie par ailleurs de futurs questionnements de recherche, notamment pour mieux évaluer l'ampleur des désactivations, qui

varie selon les contextes territoriaux, mais sans doute également selon les campagnes de prévention et de sensibilisation réalisées en amont des déclenchements.



RÉFÉRENCES

- Bean, H., Grevstad, N., Meyer, A., & Koutsoukos, A. (2022). *Exploring whether wireless emergency alerts can help impede the spread of Covid-19*. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 30(2), 185–203. <https://doi.org/10.1111/1468-5973.12376>
- Bopp, E., Douvinet, J., Carles, N., Foulquier, P., & Péroche, M. (2024). *Spatial (in)accuracy of cell broadcast alerts in urban context: Feedback from the April 2023 Cannes tsunami trial*. *Computers, Environment and Urban Systems*, 107, 102–055. <https://doi.org/10.1016/j.compenurbysys.2023.102055>
- da Fonseca, M. N., & da Silva, L. P. (2025). *Disaster warning messages : Challenges and opportunities based on Brazil's experience*. *Progress in Disaster Science*, 26, 100–440. <https://doi.org/10.1016/j.pdisas.2025.100440>
- DeYoung, S. E., Sutton, J. N., Farmer, A. K., Neal, D., & Nichols, K. A. (2019). *"Death was not in the agenda for the day": Emotions, behavioral reactions, and perceptions in response to the 2018 Hawaii Wireless Emergency Alert*. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 36, 1–10. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2019.101078>
- Douvinet J., Rakoto M. Grancher D., Daudé E., Moutard R. (2023). *Évaluer le contenu des notifications d'alerte diffusées en France via FR-Alert® : enjeux scientifiques et retombées opérationnelles*, *Netcom*, 37 (3-4), <https://journals.openedition.org/netcom/8740>
- European Emergency Numbers Association. (2025). *Public Safety Answering Points : Global edition*. https://eena.org/wp-content/uploads/2025/05/2024_PSAPs_Global_Edition_v02_Abstract_v02.pdf
- European Telecommunications Standards Institute. (2023). *TS 102 900—V1.4.1—Emergency Communications (EMTEL) ; European Public Warning System (EU-ALERT) using the Cell Broadcast Service*. https://www.etsi.org/deliver/etsi_ts/102900_102999/102900/01.04.01_60/ts_102900v010401.p.pdf
- Federal Communications Commission. (2025). *Wireless Emergency Alerts (WEA)*. <https://www.fcc.gov/consumers/guides/wireless-emergency-alerts>
- Kuligowski, E. D., Waugh, N. A., Sutton, J., & Cova, T. J. (2023). *Ember alerts: Assessing Wireless Emergency Alert (WEA) messages in wildfires using the warning response model*. *Natural Hazards Review*, 24(2), 04023009. <https://doi.org/10.1061/NHREFO.NHENG-1724>
- Olson, M., Walpole, H., Sutton, J., Cain, L. B., Waugh, N., & Wood, M. M. (2025). *The impact of hazard naming in Wireless Emergency Alerts: Enhancing protective action decision making and organizational attitudes*. *Journal of Risk Research*, 28(5), 503–530. <https://doi.org/10.1080/13669877.2025.2512085>
- Parker, A. M., Steratore, R., Bradley, M. A., LaForce, S., Woods, D., Setodji, C. M., Hassler, G. W., Tierney, D., Villegas, C. A., Cecchine, G., Jackson, B. A., Story, C., Wilson, K. A., Ahmadi, M., & Osburg, J. (2024). *Assessing public reach of the 2023 national test of the Wireless Emergency Alerts (WEA) system: Results of a national survey [Research report]*. RAND Corporation. <https://doi.org/10.7249/RR2451-1>
- Sutton, J., & Wood, M. M. (2025). *Opting out : Over-alerting and warning fatigue in the era of Wireless Emergency Alerts*. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 33(3), e70076. <https://doi.org/10.1111/1468-5973.70076>